



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-dixième session

Rome, 13-14 septembre 2000

ÉTAT D'AVANCEMENT DU RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE EN 2000/2001

1. Conformément au souhait exprimé par le Conseil d'administration, à sa soixante-sixième session, d'être tenu régulièrement informé des activités préluant à la publication du Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000/2001, des notes d'information ont été présentées à la soixante-septième et soixante-neuvième sessions du Conseil d'administration et à la quatrième session de la Consultation chargée d'examiner l'adéquation des ressources dont dispose le FIDA.
2. Le document ci-joint, qui fait le point des travaux, est communiqué au Conseil d'administration pour information.



ÉTAT D'AVANCEMENT DU RAPPORT SUR LA PAUVRETÉ RURALE EN 2000/2001

1. Lorsqu'il a approuvé, à sa soixante-sixième session (avril 1999), un don d'assistance technique destiné au programme d'activités préluant à la publication du Rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000/2001, le Conseil d'administration a demandé que des rapports sur les activités financées par ce don lui soient régulièrement soumis. Le présent document récapitule les activités entreprises et leur avancement à ce jour.

Activités entreprises jusqu'ici

2. Depuis le rapport qui a été soumis au Conseil d'administration à sa soixante-neuvième session sur les préparatifs du rapport du FIDA sur la pauvreté rurale, des progrès substantiels ont été accomplis dans l'avancement des activités devant conduire à sa parution et à son lancement.

3. Un avant-projet du rapport 2000/2001 sur la pauvreté rurale a déjà été établi par la Section de recherches sur la pauvreté de l'Université du Sussex (PRUS). D'autres travaux sont en cours pour développer le projet de texte et l'amplifier, ce dernier étant sous embargo, et disponible uniquement pour examen et observations, à l'exclusion de toute citation ou référence.

4. La version provisoire du rapport 2000/2001 sur la pauvreté rurale a été communiquée pour observations à tous les membres du personnel de la catégorie des administrateurs du FIDA. Des exemplaires ont également été mis à la disposition d'observateurs préalablement désignés, à savoir notamment les professeurs Mellor, de Janvry et Khan et MM. Mispelaar et Akbar, pour solliciter leurs réactions. Outre ces lecteurs officiels, un grand nombre d'observateurs informels de la société civile et des organisations bilatérales de développement ont été priés d'examiner le projet de texte, et une demande officielle d'observations de la part des membres du Conseil d'administration a été adressée aux coordonnateurs.

5. Toutes les observations des différentes personnes sollicitées ont été débattues lors d'une retraite tenue le 23 juin 2000, à laquelle ont participé la haute direction et les directeurs de division du FIDA, ainsi qu'un certain nombre de lecteurs internes. Afin d'affirmer et de renforcer l'aspect de partenariat, le FIDA a demandé à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et au Programme alimentaire mondial (PAM) de se faire représenter à cette réunion. Les observations formulées ont été regroupées et communiquées à la PRUS pour lui permettre d'apporter les révisions nécessaires au manuscrit.

6. **Participation de la société civile.** On s'est efforcé dès le début d'associer la société civile à l'établissement du rapport. Parmi de nombreuses initiatives, un document de synthèse fondé sur des communications régionales établies par des organisations non gouvernementales (ONG) a été rédigé pour être intégré dans le rapport principal. Cinq ONG régionales et réseaux de la société civile ont été invités à faire, en se fondant sur les évaluations régionales établies par le FIDA, une analyse de la perspective de la société civile sur les stratégies les plus prometteuses de renforcement de l'autonomie des ruraux pauvres pour leur permettre de se doter de moyens d'existence durables.

7. À l'occasion de la dixième consultation FIDA/ONG tenue à Pune (Inde) du 30 mai au 2 juin 2000, une communication informelle a été faite sur la portée et l'objectif du rapport. La communauté d'ONG présente à la consultation a pris connaissance du rapport avec un vif intérêt, et s'est félicitée du changement, en regard des rapports qui, selon elles, ne mettent pas suffisamment l'accent sur la participation et l'autonomisation des pauvres.

Collaboration avec d'autres organisations

8. Le Conseil d'administration a été informé du travail accompli par le Fonds pour établir des liens plus étroits avec les activités analogues menées par d'autres organisations bilatérales et multilatérales. Le 7 avril 2000, le rapport 2000/2001 du FIDA sur la pauvreté rurale a été présenté à tous les chefs de secrétariat du système des Nations Unies, à l'occasion de la réunion du Comité administratif de coordination (CAC) qui s'est tenue à Rome, où elle était accueillie conjointement par le PAM et le FIDA.

9. Un site Internet consacré au rapport 2000/2001 du FIDA sur la pauvreté rurale a été créé pour informer un plus large public de l'avancement du rapport, et pour diffuser les résultats de diverses études effectuées dans le cadre du programme. Ce site doit également servir de forum d'échange d'informations et de débat sur les enjeux et les défis relatifs à l'éradication de la pauvreté rurale. Ce site spécialement consacré à la pauvreté rurale est accessible à l'adresse suivante: www.ifad.org.

Publication du rapport 2000/2001 sur la pauvreté rurale

10. Oxford University Press Ltd (OUP) a accepté de publier le rapport 2000/2001 du FIDA sur la pauvreté rurale. Le FIDA pourra ainsi toucher un public beaucoup plus vaste et lui faire prendre conscience de la problématique de la pauvreté rurale.

Manifestations à venir

11. Le Fonds a déjà entamé une série de conférences publiques pour appeler l'attention sur la pauvreté rurale. Une première conférence de cette nature a été donnée par le sénateur Sartaj Aziz, du Pakistan. Le professeur M. S. Swaminathan, ancien directeur de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI), devrait ensuite donner une conférence au siège du PAM le 12 septembre 2000 et il est prévu que la troisième conférence de la série sera tenue par M. Harris Mule, du Kenya, en octobre 2000.

Forums de débat sur l'éradication de la pauvreté rurale

12. Le Fonds a été sollicité par plusieurs partenaires en ce qui concerne l'accueil de forums de débat consacrés à son rapport 2000/2001 sur la pauvreté rurale, en vue de mieux faire connaître la problématique de l'éradication de la pauvreté rurale et de renforcer les partenariats. Quatre forums de débat, qui devraient être coordonnés conjointement avec des organisations bilatérales en Europe, en Asie et aux États-Unis, sont prévus.

13. Le premier de ces forums se tiendra au Japon début novembre 2000, en coopération avec le Gouvernement japonais, le Bureau des services d'appui aux projets de l'ONU et l'Université des Nations Unies à Tokyo. Le FIDA a proposé les noms des professeurs Mellor, de Janvry et Khan en qualité de membres éventuels de tables rondes, et prévoit de demander au professeur Amartya Sen s'il sera disponible pour y prendre part.

Lancement de la version finale du Rapport 2000/2001 sur la pauvreté rurale

14. Le rapport devrait être lancé à Londres et à New York au début de 2001. Des pourparlers sont en cours sur le choix du moment, le lieu, et le caractère de la manifestation correspondante, ainsi que sur la teneur du débat de fond. Un rapport complet sur le programme de lancement du rapport et sur les activités consécutives sera présenté au Conseil d'administration à sa soixante et onzième session en décembre 2000.



15. Une série d'activités préalables au lancement est également envisagée, dont le détail est actuellement à l'étude. La première de ces activités s'est tenue à Genève (Suisse) le 29 juin 2000 à l'occasion d'une réunion sur l'action consécutive au Sommet social de Copenhague.

**ACTIVITÉS ACHEVÉES AU TITRE DU PROGRAMME D'ACTIVITÉS
CONDUISANT À LA PUBLICATION DU RAPPORT 2000/2001 DU FIDA
SUR LA PAUVRETÉ RURALE**

Activités	Dates
1. Atelier de réflexion sur la pauvreté rurale	20-21 octobre 1998
2. Évaluations régionales et atelier interne du FIDA	26-27 juillet 1999
3. Atelier du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000	24-25 janvier 2000
4. Exposé du Vice-Président du FIDA devant la Communauté des ONG des États-Unis	23 février 2000
5. Exposé du professeur Lipton devant la réunion des chefs de secrétariat du système des Nations Unies	7 avril 2000
6. Exposé devant la dixième consultation FIDA/ONG à Pune (Inde)	30 mai - 2 juin 2000
7. Achèvement de l'avant-projet de rapport	4 juin 2000
8. Retraite du FIDA: observations sur le projet de rapport	23 juin 2000
9. Processus d'examen	en cours

LES GRANDES LIGNES DU RAPPORT 2000/2001 DU FIDA SUR LA PAUVRETÉ RURALE

1. Le rapport 2000/2001 du FIDA sur la pauvreté rurale propose un cadre pour la réduction de la pauvreté rurale sur la base de l'observation récente de l'action de développement et des perspectives pour les décennies prochaines. À partir des évaluations régionales susmentionnées et d'études thématiques, le rapport développera les thèmes ci-après dans la perspective de l'éradication de la pauvreté rurale:

- ❖ technologies permettant de transformer les intrants en extrants, et le revenu en consommation et en bien-être;
- ❖ actifs - physiques, humains et financiers - disponibles pour les individus et les communautés;
- ❖ marchés et accès au marché - local, national et mondial - pour la main d'œuvre, les autres facteurs (y compris compétences, crédit et information) et les extrants, et leur disponibilité pour les ruraux pauvres; enfin
- ❖ institutions et formes de la société civile qui influent sur l'affectation, la disponibilité et l'utilisation des ressources, en particulier dans la perspective de l'accès des pauvres à la gouvernance locale et nationale.

2. Le FIDA discerne trois questions centrales par le biais desquelles les déterminants susmentionnés affecteront la pauvreté rurale au cours des vingt années à venir, à savoir: les denrées de base, l'eau et la redistribution. Ces trois facteurs se recoupent avec toutes les composantes sectorielles classiques des interventions; une matrice a donc été établie pour guider la préparation du Rapport sur la pauvreté rurale. Chaque thème est traité du point de vue de l'offre comme de la demande. Par exemple les rendements et la production de denrées vivrières de base peuvent être accrus par l'offre d'intrants techniques, comme la réduction du stress hydrique peut l'être par la distribution publique et l'aide de donateurs. Que la technologie appropriée devienne disponible ou non - les pauvres tirent en général principalement avantage de solutions robustes et à forte intensité de main d'œuvre permettant de récolter plus de denrées vivrières de base - dépendra de la demande de produits végétaux, d'autres produits agricoles et non agricoles, ainsi que de compétences scientifiques et humaines. Sur les marchés tant locaux que mondiaux, le type de technologie demandé (qui donc à terme sera offert) dépend de la distribution des terres, de la demande de produits agricoles déterminée par le revenu, ainsi que du contrôle et de l'influence exercés sur les institutions (y compris les sources de technologie agricole et les organes de recherche publics et privés) et des formes de la société civile. Cependant, la technologie ne suffit pas à elle seule. Le FIDA et les autres donateurs multilatéraux devront aussi améliorer l'accès aux marchés (les processus récents de libéralisation et de mondialisation sont importants à cet égard), et accroître les actifs (physiques, humains, et peut-être aussi financiers et sociaux) des ruraux pauvres. Parallèlement, les ruraux pauvres pourront être encouragés (par la décentralisation, l'autonomisation et la participation) à acquérir des "actifs politiques" dans la société civile, à demander des comptes à l'État et à desserrer les contraintes qui pèsent sur les transports, l'information, l'éducation et toutes celles qui pénalisent les transactions des pauvres et donc leur accès aux intrants nécessaires. Les donateurs internationaux (comme le FIDA) ont à cet égard un rôle déterminant à jouer.

3. Les questions transversales déterminantes pour réduire la pauvreté - denrées de base, eau et redistribution- seront à leur tour analysées en appliquant la grille, présentée ci-dessus, de l'offre et de la demande dans chacun des quatre grands chapitres thématiques (technologies, actifs, marchés et institutions et société civile). Dans chaque cas, on cherchera à déterminer ce qui contribue ou non à relever de manière durable le revenu (et ses contreparties sociales, à savoir la santé, l'éducation et l'insertion dans la société) des pauvres. La compatibilité entre réduction de la pauvreté (par la



PIÈCE JOINTE II

croissance et/ou la redistribution) et durabilité sera examinée. Il sera notamment traité de ce qui suit: choix de la technique d'approvisionnement en eau et des solutions d'entretien; actifs liés à l'eau, par exemple puits ou canaux; systèmes de marché et de tarification de l'eau, et accès des pauvres à ces systèmes; institutions de répartition et de gestion de l'eau; enfin, rôle de la société civile dans le soutien des institutions communautaires chargées de la gestion des réseaux de distribution de l'eau.

4. L'avant-projet de rapport a été achevé début juin 2000. Le rapport final sera publié vers la fin de l'année, à l'issue d'un processus intensif d'examen interne et externe.

5. Un exemplaire des grandes lignes du rapport peut être obtenu sur demande (en s'adressant à at.rahman@ifad.org) ou consulté sur le site Internet du FIDA, à l'adresse <http://www.ifad.org>.